

Les crédits

de 200 ou 300 habitants au Canada posséderaient un SkyDome si nous y faisons servir la dette.

L'incroyable à cet égard, c'est que nous, les économistes, les politiciens, les bureaucrates, sommes entrés collectivement dans le jargon, les systèmes, les programmes et les processus qui ont semé le cynisme chez les Canadiens qui se disent: «Je ne pense pas qu'ils sachent de quoi ils parlent. Je ne peux pas le comprendre, mais en les voyant agir et en voyant ce qui arrive à mon pays, je ne pense vraiment pas qu'aucun de nous y comprenne vraiment quelque chose.»

Il y a sûrement un moyen de s'en sortir. Je veux faire comprendre que nous devons rétablir une certaine intégrité dans le système. Je ne peux pas laisser passer cette occasion. J'en parle avec le plus grand sérieux, car nous sommes aux prises avec un très grave problème quand nous parlons de la compréhension que les contribuables canadiens ont du processus d'établissement du budget des dépenses et du montant d'argent que nous dépensons.

Voici ce que nous pouvions lire aujourd'hui dans le cahier des affaires du *Globe and Mail*: «Un bureaucrate met en garde contre une révolte fiscale. On risque de pousser les Canadiens dans une économie souterraine, déclare aux députés un haut fonctionnaire des Finances.»

Ce haut fonctionnaire, David Dodge, est maintenant sous-ministre aux Finances. Lorsqu'il a comparu devant le Comité des finances, à l'occasion d'un exposé concernant la taxe sur les produits et services, il était sous-ministre adjoint aux Finances. C'est ce type qui a dit aux Canadiens que la taxe sur les produits et services était la solution qui s'imposait, la solution par excellence, celle qu'adopteraient les pays du monde entier.

Le gouvernement australien vient d'utiliser l'exemple de la TPS pour se faire réélire. À ceux qui n'ont pas suivi les élections australiennes, je dirai que le parti ministériel australien s'est servi de l'exemple du Canada pour expliquer ce qui arrive aux gouvernements qui instaurent la TPS. Évidemment, le parti de l'opposition en Australie avait laissé entendre qu'il établirait peut-être ce genre de taxe.

Voici où je veux en venir. Les Canadiens sont très cyniques et exaspérés, et voilà qu'un haut fonctionnaire, celui qui occupe le sommet de la hiérarchie au ministère des Finances, dit que les contribuables pourraient se révolter, alors qu'il a été lui-même un artisan et le plus ardent défenseur de la taxe sur les produits et services, que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a décrite comme le cauchemar de la rue Commerciale.

• (1615)

Voici la seule façon de résoudre le problème de la TPS, selon la FCEI: «La Fédération canadienne de l'entrepré-

se indépendante essaiera de jouer un rôle constructif dans l'actuelle réforme de la taxe de vente au Canada et demandera à ses membres un nouveau mandat lorsqu'un nouveau gouvernement sera formé et que de nouvelles solutions de rechange seront présentées à la population canadienne. La mise en oeuvre d'un nouveau projet de taxe de vente nécessite un leadership politique et un nouvel esprit de coopération entre tous les intervenants politiques et économiques.»

C'est certainement là la façon de mettre de l'ordre dans le fouillis de la TPS. Le plus haut fonctionnaire du ministère des Finances a même ajouté qu'il serait très difficile de justifier une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers et que c'est aux politiciens qu'il appartient de décider s'ils peuvent annoncer une hausse.

Il faut nous rendre compte que les Canadiens doutent vraiment de l'intégrité du système. Ils nous demandent de nous en rendre compte à titre de politiciens. Ils se montreront très agressifs dans leurs contestations au cours des prochains mois, alors que certains d'entre nous tenteront de se faire réélire et que, partout au Canada, de nombreux autres solliciteront un premier mandat de l'électorat.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que les Canadiens comprennent la nécessité de bien gérer les ressources en période de crise financière. Je crois que personne dans notre pays n'a intérêt à ce qu'on accuse les gouvernements néo-démocrates de l'Ontario, de la Saskatchewan ou de la Colombie-Britannique, ou l'ancien gouvernement libéral ou le gouvernement conservateur actuel sur la scène fédérale d'avoir fait un travail épouvantable. Nous connaissons tous la situation. Tout le monde essaie simplement de faire de son mieux pour essayer de remettre le pays dans la bonne voie.

Ce que je veux proposer aujourd'hui fait directement écho à ce que mon collègue néo-démocrate a dit au sujet du processus budgétaire et à la réponse du secrétaire parlementaire.

Pour réussir à convaincre les Canadiens qu'ils doivent continuer de payer des impôts et de composer avec les compressions de services et de programmes, il faudra nous atteler à la tâche.

Les gouvernements devront se montrer extrêmement sérieux et ouverts par rapport à ce qu'ils font. Nous devons établir des objectifs mesurables. Les partis politiques et les gouvernements devront dire aux Canadiens quels objectifs ils comptent avoir atteint dans un certain délai en fonction de leurs politiques et de leurs programmes. Les objectifs devront être mesurables. Les mécanismes permettant de faire rapport sur ces objectifs devront être transparents.